

res. Si nos adversaires demandent aux cultivateurs de ce pays de croire que le gouvernement a eu quelque chose à faire dans le développement des Territoires, ils doivent penser qu'ils s'adressent à des gens bien stupides, en vérité. Il est notoire que les anciens discours des membres de la droite décrivant nos territoires de l'ouest, ont été publiés dans les brochures des compagnies de transport des Etats-Unis, et répandus par toute l'Europe. Ces hommes qui dénonçaient le Nord-Ouest comme étant une plaine inculte et qui s'opposaient à la construction du chemin de fer Canadien du Pacifique, constatent maintenant le développement de cette région, résultat des efforts du parti conservateur; ils se présentent devant le pays et cherchent à s'attribuer de mérite de ces progrès. Dans les exportations de l'avoine, on constate une augmentation représentant près de \$2,000,000. Il est certain qu'une grande partie de ce grain a été récoltée au Nord-Ouest. Le développement du commerce des farines est considérable; en effet, en 1896, nous n'exportions que pour \$895,000 de ce produit, tandis que nos exportations de l'an dernier représentent un montant de \$1,700,000. Quant au commerce des bestiaux, il est évident pour tout le monde qu'un grand nombre de troupeaux paissent dans les prairies de l'ouest. Quiconque a visité cette partie du pays, a vu avec surprise les trains considérables bondés de bestiaux gras qu'on expédiait ailleurs. L'augmentation de ce commerce représente une valeur de \$4,000,000. Si l'on considère le volume du commerce du Canada, si l'on additionne tous les items, on trouve que le développement de nos exportations de bois nous a rapporté environ \$25,000,000. Qu'ont eu à faire, sous ce rapport, les ministres et leurs partisans? Rien, absolument. Il s'agit d'un cas fortuit qui échappe à leur pouvoir. Personne ici n'ignore que l'approvisionnement de bois aux Etats-Unis a diminué graduellement et que, grâce aux mesures que nous avons prises pour empêcher l'exportation des billes de bois venant d'Ontario, nous avons pu couper une bien plus grande quantité de bois. Voilà pourquoi le total en valeur, et l'augmentation de nos exportations de bois s'élève à \$24,000,000.

Je viens dire au gouvernement qu'il n'agit pas avec justice à l'endroit des exportateurs de bois d'Ontario, qu'il suit la même ligne de conduite à l'égard des propriétaires des scieries de la Colombie Anglaise, qu'alors que nous permettons aux Américains de nous envoyer leur bois en franchise, nous les laissons prélever \$2 par mille sur le bois que nous exportons chez eux. J'ai l'honneur de représenter une division électorale que cette question intéresse grandement. Je suis prêt à seconder les efforts de tout député de la Colombie Anglaise laquelle, à maintes reprises, a importuné le gouvernement et l'a supplié d'imposer sur le bois étranger, un droit au moins égal à celui que réclament les Etats-Unis pour le bois que

M. BENNETT.

nous leur vendons. Un certain nombre de représentants d'Ontario ont un devoir à remplir—they ne doivent pas simplement se contenter de faire la cour à leurs électeurs et aux membres de cette Chambre, et d'importuner le gouvernement et de lui demander de modifier le tarif, il leur faut de plus se faire les éducateurs de l'opinion publique, lorsque cette question se présente sous cette forme, lorsque nous nous efforçons d'indiquer à leurs collègues et aux ministres les changements qu'il faut apporter au tarif, et les raisons qui militent en faveur de ces modifications. J'espère qu'avant la fin de cette session, grâce à un certain nombre de motions spécifiques, les membres de la droite auront l'avantage de voter en faveur de l'augmentation du tarif, quand cela est nécessaire, ou d'approuver une diminution du tarif dans certains cas. Si ces honorables députés croient à propos d'escamoter les votes dans ces circonstances, leurs électeurs devront les surveiller de près.

On a, fort à propos, appelé cette session la session du Grand Tronc. En ma qualité de simple représentant du peuple, je suis ici pour dire qu'à mon avis, l'opposition avait raison à la dernière session, de protester contre cette dépense énorme de deniers publics pour la construction de ce chemin de fer qu'on qualifie de transcontinental. Je déclare qu'il est du devoir de la gauche de travailler à éclairer l'opinion publique dans tout le Canada, en discutant ici même cette grave question, surtout si l'on considère que, depuis la dernière session, les circonstances sont essentiellement changées quant à la question de l'industrie des transports maritimes et terrestres. Qu'est-ce que le gouvernement nous propose de faire? Un acte de véritable folie. Je crois que c'est le terme employé, à la dernière session, par l'ex-député de Saint-Jean, N.-B., M. Blair. Nos adversaires ont dit au peuple de ce pays qu'ils vont pouvoir transporter le grain de Winnipeg à Moncton, sur une distance de 1,800 milles, et qu'en cela, ils pourront soutenir la concurrence des lignes de transport qui existent maintenant. Voilà leur proposition. On a dit ici, cet après-midi, et je sais que tel est le cas, que durant la dernière saison, les navires ont transporté du grain de la tête du lac Supérieur à Québec, au taux de trois cents par boisseau.

Mais il y a plus: Le transport d'une certaine quantité de grain n'a coûté que deux cents et demi par boisseau. Qu'on examine l'industrie des transports entre le Canada et l'Angleterre, aujourd'hui. On ne saurait trouver à Montréal ou à Québec un seul navire dont la cargaison se compose entièrement de grain. Pourquoi? Parce que le transport du grain seulement ne peut suffire à rémunérer un armateur; tout notre grain destiné à l'Angleterre y est expédié dans des vaisseaux chargés de quantité d'autres marchandises et dont plusieurs sont même subventionnés pour le transport de la malle et des passagers. L'an dernier, une